



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MARCHE PUBLIC SOUMIS AU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Procédure AO-2020-208 / 2021 DTAOG

Pouvoir adjudicateur : GCS UniHA – 9 rue des Tuiliers – 69003 LYON / Coordination CHU de Lille

Objet du marché : Fourniture de Drapage, Habillage, Trousses de spécialités, Sets de soins, Housses de protection et Accessoires de drapage

Procédure : Appel d'offres restreint (articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-6 à R.2161-11, R.2162-39, R.2162-41 à R.2162-47, R.2162-49 à R.2162-51 du Code de la commande publique)

Technique d'achat : Système d'acquisition dynamique (R.2162-37 à R.2162-51 Code de la commande publique)

SOMMAIRE

1. TABLE DES MATIERES

1.	TABLE DES MATIERES.....	2
Chapitre 1er - Généralités.....		5
1.	Fonctionnement du pouvoir adjudicateur.....	5
1.1	Type de pouvoir adjudicateur.....	5
1.2	Coordonnées du pouvoir adjudicateur.....	5
1.3	Principes généraux relatifs aux conditions d'intervention de la centrale d'achat UniHA.....	5
1.4	Adhérents de la centrale d'achat.....	6
1.5	Conditions d'exécution des marches spécifiques.....	7
1.6	Partage de responsabilité.....	7
2.	Objet et périmètre du SAD.....	7
2.1	Objet du SAD.....	7
2.2	Périmètre géographique.....	8
3.	Pièces constitutives du contrat.....	8
4.	Durée du SAD.....	9
5.	Obligations générales d'ES titulaires.....	9
5.1	Changement affectant le candidat admis au SAD.....	9
5.2	Suivi de l'exécution des marchés – Reporting UniHA.....	10
5.3	Qualité des fournitures.....	11
5.4	Assurance.....	11
5.5	Discrétion et confidentialité.....	11
5.6	Obligation relatives au travail dissimulé.....	12
5.7	Protection des données personnelles.....	12
Chapitre 2 - Prix et règlements.....		16
6.	Contenu et caractère des prix.....	16
6.1	Forme des prix.....	16
6.2	Contenu des prix.....	16
7.	Modification des prix.....	17
7.1	Hypothèses de révisions des prix.....	17
7.2	Remises applicables.....	18
8.	Avances.....	21
9.	Modalités de règlements.....	21
9.1	Délais de paiement.....	21
9.2	Factures.....	22

Chapitre 4 - Exécution	25
10. Modalites de passation des marches specifiques	25
10.1 Passation des marchés spécifiques	25
10.2 Objet du marché spécifique	25
10.3 Forme des marches spécifiques	26
10.4 Durée des marches spécifiques.....	28
10.5 Pièces du marché spécifique	28
10.6 Obligations spécifiques liées au prix	31
10.7 Modalités de remise des offres	31
10.8 Évaluation des offres des marches spécifiques.....	31
10.9 Notification.....	31
11. Gestion des ruptures d’approvisionnement.....	31
11.1 Obligation d’information.....	31
11.2 Rupture consécutive à une évolution de la réglementation ou à une décision d’une autorité administrative et sanitaire et non imputable au titulaire	32
11.3 Rupture imputable au titulaire.....	32
12. Clauses de réexamen relatives à la modification des conditions du marché spécifique en cours d’exécution.....	33
12.1 Changement de Pouvoir Adjudicateur	33
12.2 Cession du marché	34
Chapitre 5 – Constatations de l’exécution des prestations	35
13. Opérations de vérification	35
14. Vérifications quantitatives simples	35
15. Vérifications qualitatives simples	35
16. DECISION	36
17. VÉRificationS qualitatives approfondies.....	36
18. Clause de reprise	36
19. Admission et transfert de propriete	37
20. Garantie des fournitures	37
Chapitre 6 – Résiliation et pénalités	38
21. Pénalités	38
21.1 Pénalités en cas de retard dans l’exécution des prestations	38
21.2 Pénalités pour défaut des obligations relatives à la récupération des données.....	39
22. Résiliation du contrat	39
22.1 Motifs de résiliation	39
22.2 Indemnité de résiliation	39
22.3 Résiliation en cas de liquidation judiciaire.....	39

Chapitre 7 – Imprévision et circonstances imprévues	41
23. Incidence d'un évènement imprévisible et extérieur aux parties sur la poursuite du contrat	41
23.1 Obligation d'information.....	41
23.2 Modalités de poursuite du contrat	41
23.3 La suspension du contrat	41
23.4 Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du contrat	41
Chapitre 8 - Dérogations au CCAG-FCS	43

Chapitre 1er - Généralités

1. FONCTIONNEMENT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1 Type de pouvoir adjudicateur

En vertu de sa convention constitutive, l'assemblée générale du GCS donne mandat à l'un de ses membres pour coordonner des groupements de commande.

La présente consultation est coordonnée par le CHU de Lille en application d'une délibération de l'assemblée générale du GCS UniHA.

Le CHU de Lille est le pouvoir adjudicateur du présent système d'acquisition dynamique (SAD). **Il est seul habilité à conclure un marché spécifique en exécution du système d'acquisition dynamique, pour le compte de l'un, l'autre, ou la totalité des établissements adhérents.**

Les établissements adhérents, bénéficiaires, sont pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution du ou des marchés spécifiques auxquels ils sont parties au sens où ils sont responsables de l'exécution des prestations y afférent, et notamment de la passation des bons de commande.

1.2 Coordonnées du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur contractant du SAD est :

Centre Hospitalier Universitaire de Lille,

2 avenue Oscar Lambret,

59307 Lille Cedex

1.3 Principes généraux relatifs aux conditions d'intervention de la centrale d'achat UniHA

Le CHU de Lille est le pouvoir adjudicateur pour la passation du SAD. Il demeure seul responsable de toute la procédure de passation du système d'acquisition dynamique et de ses éventuelles modifications.

Les marchés spécifiques seront lancés par le CHU de Lille en sa qualité de coordonnateur, pour ses propres besoins comme celui des établissements bénéficiaires du SAD. Le CHU de Lille est compétent pour :

- accepter ou rejeter les candidatures présentées au titre du SAD,
- procéder, dans le respect des règles prévues par le Code de la commande publique, à l'organisation de la procédure de passation de marché(s) spécifique(s) dans le respect du dossier de consultation du système d'acquisition dynamique ;

- signer et notifier le(s) marché(s) spécifique(s) ;
- procéder à la passation, à la signature et à la notification des avenants de toute nature pouvant intervenir dans le cadre du ou des marché(s) spécifique(s),
- réaliser plus généralement tous les actes relatifs à la modification du ou des marché(s) spécifique(s),
- prononcer la résiliation du ou des marché(s) spécifique(s),
- gérer les relations pré - contentieuses et les contentieux formés à l'encontre de la passation des marchés spécifiques,

L'exécution des marchés spécifiques relève des établissements bénéficiaires.

1.4 Adhérents de la centrale d'achat

Les bénéficiaires de chaque marché spécifique sont désignés, au lancement de celui-ci, parmi les établissements désignés en annexe 2. Liste des adhérents au CCAP du SAD, dans sa version en vigueur à la date de lancement du marché spécifique. A ce titre, un établissement adhérent est réputé engagé dès la notification du marché spécifique dès lors qu'il a quantifié un besoin au titre de celui-ci.

Chaque établissement adhérent bénéficie en effet des lots au titre desquels une quantité au moins égale à 1 unité, pour au moins une référence du lot, a été fixée en annexe « Quantification ».

Lorsqu'un établissement bénéficie d'un lot, il bénéficie de l'intégralité des références qui le composent, qu'il ait ou non présenté des quantités pour chacune de ces références.

Il est à ce titre rappelé qu'un lot donne lieu à la passation d'un marché spécifique, le CHU de Lille se réservant toutefois la possibilité de regrouper plusieurs lots attribués à un même candidat au sein d'un même marché spécifique.

Les établissements désignés en annexe 2. Liste des adhérents au CCAP du SAD, mais qui n'ont pas quantifié de besoin dans les conditions prévues au présent article, peuvent toutefois bénéficier du marché spécifique, via une convention de mise à disposition dont les modalités sont précisées dans le CCAP. Le montant estimatif de chacune des catégories du SAD tient compte de cette possibilité.

En outre, et conformément à l'article R.2162-39 du Code de la commande publique, le présent SAD peut être mis à disposition de nouveaux membres et adhérents, en cours d'exécution, qui ne figurent pas en annexe 2 au CCAP. Ces nouveaux adhérents seront nécessairement, conformément au Code de la santé publique et à la convention constitutive du GCS, des établissements de santé publics, privés, médico-sociaux ou toute structure concourant à l'activité de UniHA (notamment structures de coopération hospitalière, universités pour leurs besoins relevant du domaine sanitaire) et situés sur le territoire français.

Seuls les marchés spécifiques lancés postérieurement à la date d'intégration de ces adhérents pourront leur bénéficier, soit parce qu'ils y ont été désignés au sens du premier paragraphe du présent article, soit parce qu'un marché spécifique leur a été mis à disposition en application du second paragraphe du présent article.

1.5 Conditions d'exécution des marchés spécifiques

Les titulaires des marchés spécifiques assurent directement la livraison des fournitures auprès des adhérents UniHA définis dans le marché spécifique.

Le titulaire établit et adresse directement à l'adhérent bénéficiaire du marché spécifique, les factures et autres documents justificatifs permettant le règlement des sommes dues par le comptable du bénéficiaire (cf. annexe 3 du présent CCAP : Liste des comptables assignataires du GCS UniHA).

1.6 Partage de responsabilité

Le CHU de Lille, établissement coordonnateur du SAD, ne peut être tenu responsable de défauts constatés dans l'exécution des marchés spécifiques issus du SAD.

Les contentieux nés de l'exécution des marchés spécifiques relèvent exclusivement de la relation contractuelle établie entre l'adhérent bénéficiaire et le titulaire.

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le bénéficiaire et le titulaire, ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

2. OBJET ET PERIMETRE DU SAD

2.1 Objet du SAD

Le système d'acquisition dynamique est conclu sans engagement minimum ou maximum, et a pour objet la fourniture de drapage, habillage, trousse de spécialités, sets de soins, housses de protection et accessoires de drapage pour le compte des établissements bénéficiaires désignés en annexe 2 au présent CCAP.

Le système d'acquisition dynamique est subdivisé comme suit :

➔ **Catégorie 1-Blouses et Casaques stériles à usage unique**

- ➔ Catégorie 2-Champs de table, de soins, opératoires et de spécialités stériles
- ➔ Catégorie 3-Accessoires de drapage stériles (pour précision il s'agit entre autres d'essuie-mains, Bandes Adhésives et velcro, jambières, stockinettes, poche à instruments, poche de recueil, housses de protections diverses, Brosses chirurgicales) et non stériles (pour précision notamment housses et gaines de protection)
- ➔ Catégorie 4-Trousses de spécialités stériles
- ➔ Catégorie 5-Sets de soins et leurs satellites stériles (pour précision il s'agit entre autres de cupules et instruments à usage unique)

Les montants ou quantités indiquées en annexe 1 au CCAP s'appliquent à chaque catégorie dans sa globalité et sont « estimatives » sur la durée du SAD. Elles ne constituent en aucun cas un engagement contractuel quelconque ou un minimum de commande.

Le CCTP décrit, pour toutes les catégories, les caractéristiques générales des produits qui seront achetées dans le cadre des marchés spécifiques. Une présentation non-exhaustive des dispositifs à même de faire l'objet d'un marché spécifique sur chaque catégorie est joint en annexe 1. au CCTP Catalogue des besoins.

Les marchés spécifiques seront lancés par catégorie, le CHU de Lille pouvant néanmoins lancer simultanément, au sein d'un même DCE, plusieurs marchés spécifiques, présentés le cas échéant en autant de « lots ».

2.2 Périmètre géographique

Les livraisons des fournitures objet du SAD peuvent avoir lieu sur l'ensemble du territoire national, ainsi que dans les Départements et Régions d'Outre-Mer et Collectivités d'Outre-Mer (annexe 2 du CCAP).

Les livraisons dans les DROM-COM sont effectuées suivant l'Incoterms FCA (Free Carrier).

3. PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Les pièces constitutives du SAD sont les suivantes :

- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses 3 annexes** :
 - ➔ Annexe 1 : Liste des catégories
 - ➔ Annexe 2 : Liste des adhérents du GCS UniHA
 - ➔ Annexe 3 : Liste des comptables assignataires des adhérents UniHA
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières et son annexe** :
 - ➔ Annexe 1 : Catalogue des besoins
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS)

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du contrat, elles prévalent dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus.

Les conditions générales de vente du Titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas à l'accord-cadre.

Les exemplaires des documents particuliers énumérés ci-dessus et conservés dans les archives du CHU de Lille font seuls foi.

4. DUREE DU SAD

Pour toutes les catégories, le SAD est ouvert pour une durée de 48 mois à compter de sa date de publication. Cette durée de validité pourra être modifiée selon les dispositions de l'article R.2162-40 du Code de la Commande Publique.

5. OBLIGATIONS GENERALES DES TITULAIRES

5.1 Changement affectant le candidat admis au SAD

Le candidat admis au SAD s'engage à informer le CHU de Lille de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du SAD, affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter,
- la forme de l'entreprise,
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- son adresse ou son siège social,
- la cession d'une ou de différentes activités,
- l'acquisition d'une nouvelle activité,
- son adresse et coordonnées bancaires.

Ces changements doivent être signalés impérativement et sans délai au CHU de Lille avant toute nouvelle facturation auprès des adhérents. Ces changements se font sans modification de l'offre retenue au titre du ou des marchés spécifiques notifié au candidat admis au SAD.

Ces modifications peuvent être formalisées par simple échange de courrier ou certificat administratif. Concernant les changements de coordonnées bancaires, le CHU de Lille acceptera la modification de RIB après s'être assuré par tous moyens de la validité du nouveau RIB.

Dans le cas où ces modifications entraînent la substitution du candidat initialement retenu au SAD par un nouveau candidat au sens de l'article R2194-6 du Code de la commande publique, elles font l'objet d'un avenant.

5.2 Suivi de l'exécution des marchés – Reporting UniHA

5.2.1 REPORTING COORDONNATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Le titulaire s'engage à réaliser un reporting de la façon suivante :

Pour les besoins de la mesure des résultats des marchés, dans le cadre des projets du GCS-UniHA, d'une part des CHU et CH, d'autre part de la Direction de l'Hospitalisation et de l'Organisation des Soins du Ministère de la Santé et des Sports, le coordonnateur est fondé à demander au titulaire, à tout moment, la communication de toute information utile, notamment statistique, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution des marchés, ce pour l'ensemble des adhérents du groupement ou par adhérent. Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation.

5.2.2 REPORTING UNIHA

Chaque titulaire de chaque marché spécifique s'engage à transmettre au GCS UniHA deux reporting par an, afin d'effectuer un suivi de l'activité du Titulaire en termes de volumétrie et en terme financier. Les dates de reporting demandées sont le **31 juillet** pour les données du 1^{er} janvier au 30 Juin (Semestre1) et le **31 janvier de l'année N+1** pour les données du 1^{er} Juillet au 31 décembre (semestre2).

Ces exigences s'imposent pendant toute la durée d'exécution des marchés spécifiques, quelle que soit la date de début et la date de fin du marché spécifique, dès lors que sa période d'exécution couvre en partie un semestre.

Ce reporting sera réalisé à l'aide d'un fichier Template disponible sur le site internet de UniHA à partir du menu suivant : « Je suis une entreprise », « Reporting fournisseur ».

Le reporting doit permettre de renseigner les données obligatoires suivantes :

1. N°SIRET du titulaire, le nom du titulaire
2. Numéro de marché attribué par UniHA,
3. N° SIRET de l'établissement bénéficiaire du marché, le Nom de l'établissement : Date de début et date de fin de période de reporting (exemple 01/01/2019 - 30/06/2019 : pour des données agrégées au semestre) pour caractériser la période concernée par la ligne de donnée.
4. Quantité de produits et/ou services facturée
5. Montant facturé en euros HT et TTC

Mode opératoire :

Le format fichier sera CSV ou Excel.

Le lien pour déposer le fichier se trouve sur le site internet du GCS UniHA www.uniha.org sous « Je suis une entreprise », « reporting fournisseur ». Il permet de tester le fichier et de le transmettre à UniHA.

5.3 Qualité des fournitures

Les fournitures doivent être conformes aux spécifications techniques décrites dans le CCTP et/ou en annexe à celui-ci et, de façon générale, à l'ensemble des stipulations du marché spécifique.

Le titulaire s'engage à ce que ses fournitures soient de qualité identique à celle des photos ou iconographies, ou spécimen, fournies avec son offre en fonction des exigences propres de chaque marché spécifique.

5.4 Assurance

Conformément à l'obligation mentionnée à l'article L.1142-2 du Code de la Santé Publique, le titulaire, en sa qualité de producteur, exploitant ou fournisseur de produits de santé à l'état de produits finis, est tenu de souscrire une assurance destinée à le garantir pour sa responsabilité civile ou administrative susceptible d'être engagée en raison de dommages subis par des tiers et résultant d'atteintes à la personne, survenant dans le cadre de l'ensemble de son activité.

Le candidat admis au SAD devra justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification du marché spécifique et avant tout début d'exécution de celui-ci, ou à tout moment sur demande du pouvoir adjudicateur en charge de la passation du marché spécifique, être en mesure de produire une attestation établissant l'étendue de la responsabilité couverte, sur demande du pouvoir adjudicateur, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

5.5 Discretion et confidentialité

Le titulaire de chaque marché spécifique est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Le titulaire de chaque marché spécifique s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché spécifique pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

5.6 Obligation relatives au travail dissimulé

A compter de la notification du marché spécifique, le titulaire du marché spécifique est tenu de fournir au CHU de Lille tous les six mois et pendant toute la durée de validité du contrat, les pièces listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail, permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, et établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

En cas de non accomplissement de ces formalités et après mise en demeure de régulariser sa situation qui sera restée infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché spécifique, sans indemnités pour faute du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

5.7 Protection des données personnelles

Par dérogation à l'article 5.2 du CCAG FCS, les stipulations suivantes sont applicables au présent SAD :

5.7.1 DESCRIPTION DU TRAITEMENT

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le sous-traitant (cette notion s'entendant dans le présent article exclusivement au sens de sa définition dans le RGPD) est autorisé à traiter pour le compte d'UniHA, du CHU de Lille et des établissements bénéficiaires du marché les données à caractère personnel nécessaires pour respecter les obligations contractuelles définies dans le présent contrat.

L'expression « sous-traitant », pour l'application du présent article, désigne **le titulaire du marché**.

L'expression « le responsable du traitement » désigne :

- **Le GCS UniHA / Le CHU de Lille** pour le traitement des données à caractère personnel concernant les obligations de reporting précisées aux articles 5.2.1 et 5.2.2 du présent CCAP et les obligations du CHU de Lille définies à l'article 1.3 du présent CCAP ;
- **L'établissement bénéficiaire** pour l'exécution des prestations objet de chaque marché spécifique

Les opérations qui pourront être réalisées sur ces données sont la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction.

5.7.2 FINALITES DU TRAITEMENT ET DONNEES TRAITEES

Chaque titulaire d'un marché spécifique est autorisé à traiter, pour le compte des responsables de traitement visés à l'article 5.7.1, des données à caractère personnel nécessaires pour le suivi de l'exécution des prestations objet des marchés spécifiques.

Les finalités du traitement **pour le compte du GCS UniHA / du CHU de Lille** sont :

- la récupération harmonisée des données des titulaires de marché en vue de mesurer les consommations réelles des membres UniHA sur les marchés, afin de mesurer le besoin et de permettre une facturation à l'usage, conformément à la politique de tarification du GCS UniHA.

Les données à caractère personnel traitées sont :

- nom, prénom, grade, statut, coordonnées mail et téléphone des agents de UniHA en charge du suivi du présent SAD (acheteurs, Direction générale, contrôle de gestion, service juridique, centrale d'achat) et des responsables des établissements adhérents du GCS UniHA en charge du suivi de l'exécution du SAD.

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le GCS UniHA met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes : coordonnées mail, téléphone, nom, prénom, statut, poste des agents de UniHA en charge du suivi du présent SAD et de l'interlocuteur de l'établissement adhérent en charge du suivi de l'exécution du projet objet du SAD et des marchés spécifiques.

Pour **les établissements bénéficiaires**, les finalités du traitement sont la livraison des fournitures objet du marché, la facturation des prestations objet du marché, les réclamations liées à l'exécution du marché.

Les données à caractère personnel traitées sont les coordonnées et fonctions des personnes en charge de l'exécution des prestations du marché spécifique.

Pour l'exécution des prestations objet du présent contrat, les établissements bénéficiaires mettent à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes : coordonnées mail, téléphone, nom, prénom, statut, poste des agents de l'établissement en charge du suivi du présent SAD et des marchés spécifiques.

5.7.3 DUREE DU TRAITEMENT

La durée du traitement est celle liée à la durée d'exécution des différents marchés spécifiques du SAD.

5.7.4 OBLIGATION DU SOUS-TRAITANT

Conformément au RGPD le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance ;
- Traiter les données uniquement pour la durée du SAD ;
- Traiter les données conformément aux instructions du présent contrat ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel respectent la confidentialité et la sécurité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Signaler immédiatement toute fuite de données.

De plus, conformément à l'article 37 du RGPD, le sous-traitant doit communiquer au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un.

Enfin, le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Si le sous-traitant entend faire appel à un autre sous-traitant, il en informe préalablement par écrit le responsable de traitement en indiquant les activités de traitement qui seront sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que la durée du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si elle a été validée et acceptée par le responsable de traitement.

Le second sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat. Le sous-traitant initial doit s'assurer des garanties de son sous-traitant concernant la mise en œuvre des diverses obligations du RGPD.

Le sous-traitant ou le responsable de traitement, en fonction de la personne collectrice, fournit l'information aux personnes concernées des opérations de traitement au moment de la collecte des données.

5.7.5 DROITS DES PERSONNES

Lorsqu'une personne souhaite exercer un des droits dont elle dispose en vertu du RGPD, le sous-traitant répond au nom et pour le compte du responsable de traitement pour les données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat et en avertit le responsable des données du responsable du traitement à l'adresse suivante :

- florence.burin@uniha.org pour le CHU de Lille et le GCS UniHA
- Le DPO de l'établissement bénéficiaire pour ce dernier

5.7.6 VIOLATION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le sous-traitant notifie sous 36 heures calendaires maximum au responsable de traitement toute violation des données à caractère personnel dont il a eu connaissance.

5.7.7 FIN DU CONTRAT

Au terme du présent contrat, le sous-traitant s'engage, sous réserve des obligations de conservation de certains documents résultant de réglementations distinctes, à détruire toutes les données à caractère personnel. Le sous-traitant justifie par écrit de la destruction des données ou du renvoi des données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement. Il détruit toute copie. Le sous-traitant justifie par écrit de la destruction des données.

5.7.8 CLAUSE DE REEXAMEN

Le présent dispositif est susceptible de faire l'objet de modification, le cas échéant de façon unilatérale de la part du pouvoir adjudicateur, pour tenir compte d'éventuelles clauses contractuelles types au sens de l'article 28.8 du RGPD ou pour tenir compte d'éventuelles évolutions de la réglementation.

Chapitre 2 - Prix et règlements

6. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

6.1 Forme des prix

Chaque marché spécifique est conclu à prix unitaires nets HT.

Les prix initiaux figurant au bordereau de prix unitaire (BPU) ou dans l'offre de prix sont établis à la date de remise des offres de chaque marché spécifique.

Les prix unitaires de l'offre sont appliqués aux quantités réellement commandées déduites des remises indiquées dans l'offre du titulaire.

Les prix sont révisables, si le marché spécifique le prévoit, dans les conditions ci-après.

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de la livraison des fournitures sauf dispositions réglementaires contraires.

Les taxes réglementaires, autres que la TVA, doivent être intégrées au prix unitaire HT. Aucune taxe réglementaire ne pourra faire l'objet d'une facturation supplémentaire en cours d'exécution du contrat. Cela s'appliquera également en cas d'application d'une nouvelle taxe, sauf disposition réglementaire ou législative contraire.

6.2 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Pour les DROM-COM, les prix sont proposés par le titulaire en FCA (Free Carrier).

7. MODIFICATION DES PRIX

Ces modifications de prix s'appliquent sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à un avenant. Elles sont constatées par un accord écrit du CHU de Lille.

7.1 Hypothèses de révisions des prix

7.1.1 REVISION JUSTIFIEE PAR LA REGLEMENTION APPLICABLE AUX DISPOSITIFS MEDICAUX

Les prix des dispositifs médicaux implantables inscrits au titre III de la liste des produits et prestations remboursables (LPPR) prévue à l'article L.165-1 du code de la sécurité sociale ne pourront pas être supérieurs aux prix maxima fixés par arrêté ministériel ou constatés par avis ministériel. Les prix de ces dispositifs peuvent être modifiés par application d'un arrêté ministériel relatif à la fixation des prix maxima de vente de certains produits et prestations inscrits au titre III de la liste des produits et prestations remboursables (LPPR) prévue à l'article L.165-1 du code de la sécurité sociale :

Si le prix fixé par arrêté est modifié à la baisse ou à la hausse dans la limite de l'arrêté, un ajustement sera effectué sur la base du % de remise accordé à l'appui de l'offre. Le titulaire adressera une proposition de nouveau prix.

Il est impératif que le titulaire reprenne toutes les indications de références, à savoir :

- La référence
- Le numéro de lot
- Le libellé du produit tels qu'indiqué en annexe au CCTP,
- Les références du produit proposées par le titulaire.

Cette révision est faite par application de la formule suivante :

$$N P = N P R - [N P R ((APR - P\emptyset)/APR)]$$
 dans laquelle :

APR = Ancien prix réglementé

P \emptyset = Prix de l'offre initiale

N P R = Nouveau prix réglementé

N P = Prix révisé

La révision entre en vigueur à compter de la date mentionnée par l'arrêté (ou à compter de la date de parution de l'arrêté si aucune date d'entrée en vigueur n'est précisée).

7.1.2 REVISIONS PREVUES PAR LE MARCHE SPECIFIQUE

Si le marché spécifique le prévoit, les prix unitaires de celui-ci sont susceptibles d'être révisés, à la hausse comme à la baisse, par référence à l'évolution du barème ou tarif public appliqué par le titulaire du marché spécifique à l'ensemble de sa clientèle publique ou privée.

Trois mois avant la date du troisième anniversaire de la notification du marché, le titulaire fait parvenir au CHU de Lille sa proposition de révision, en y joignant tout document et toute justification utile. La révision des prix du marché spécifique est réalisée en retenant comme prix de départ celui du marché initial, lequel est réputé établi aux conditions économiques du mois de remise de l'offre du titulaire au titre du marché spécifique.

Le titulaire s'assure de transmettre sa demande par tout moyen permettant d'assurer une date de réception certaine (accusé de réception postal ou électronique). A défaut, la révision ne pourra s'appliquer.

A compter de la réception de la demande, le pouvoir adjudicateur notifiera et motivera sa décision d'acceptation des nouveaux prix, de correction ou de rejet dans un délai de trois mois.

La signature de la nouvelle offre de prix vaut acceptation par le CHU de Lille.

En l'absence de transmission d'une proposition de révision par le titulaire dans le délai prévu au présent article, les prix du marché initial seront réputés maintenus.

7.2 Remises applicables

7.2.1 OFFRES PROMOTIONNELLES

En cours d'exécution du marché spécifique, les prix peuvent évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels mises en place à l'initiative du titulaire.

Le titulaire doit adresser dans les meilleurs délais, par écrit au CHU de Lille, le tarif promotionnel. Il précise la durée de validité de la promotion et la désignation précise des références concernées.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion et se substituent automatiquement aux prix contractuels pendant la période définie.

Les factures émises sur la base des nouveaux prix doivent faire explicitement référence au tarif promotionnel qui fait partie des pièces justificatives de la dépense à transmettre au comptable public.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché sont ceux à nouveau en vigueur.

7.2.2 REMISE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES

L'application du ou des taux de remise prévu(s), le cas échéant, dans le marché spécifique, s'effectue à l'expiration de chaque période d'exécution de 12 mois du marché spécifique. La durée de chaque période est entendue sur 12 mois glissants, c'est-à-dire qu'une même période de 12 mois peut s'étaler sur deux années civiles distinctes.

Dans le cas où le marché spécifique s'achève avant l'expiration de la période en cours, et quel qu'en soit le motif, les stipulations de la présente clause demeurent pleinement applicables, le calcul du chiffre d'affaires réalisé s'effectuant alors sur une période allant du lendemain du jour d'achèvement de la période précédente au jour d'achèvement du marché spécifique.

Le calcul du chiffre d'affaires sur la période considérée intègre le montant HT, après application de la clause de variation des prix le cas échéant, de l'ensemble des produits et prestations prévues au marché spécifique pour lesquelles un bon de commande a été transmis au Titulaire au plus tard au jour d'achèvement de la période considérée, pour chaque adhérent qui en bénéficie. Dans le cas où plusieurs lots ont été notifiés au Titulaire, le montant du chiffre d'affaires à prendre en compte est celui qui résulte de l'addition des montants ainsi obtenus pour chacun des lots.

Le chiffre d'affaires arrêté dans ces conditions permet d'identifier le taux de remise applicable. Ce taux est ensuite appliqué au chiffre d'affaires arrêté dans les conditions du présent article. Le montant de la remise ainsi calculée est alors transmis à l'adhérent concerné, par tout moyen écrit y compris dématérialisé permettant d'attester une date certaine, dans un délai maximal de 3 mois à compter du jour d'achèvement de chaque période, dans un état qui fait clairement apparaître pour la période en cause :

- Le numéro du marché spécifique et la période prise en considération,
- Le montant des commandes conclu par l'établissement adhérent, le taux de remise applicable en conséquence et le montant de la remise ainsi obtenue,

L'établissement adhérent dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception de cet état pour le valider. A l'issue de ce délai, dans le silence de l'établissement adhérent, il est réputé tacitement validé.

A défaut de communication de cet état par le Titulaire dans le délai de trois mois susvisé, l'établissement adhérent arrête lui-même un état présentant les mêmes informations, qu'il soumet au Titulaire. Ce dernier dispose à son tour d'un délai d'un mois pour le valider. S'il le conteste, il produit à l'établissement un état rectificatif présentant les mêmes informations, en produisant à son appui tout document à même de justifier des écarts rectifiés. A défaut, ou dans son silence, l'état initialement présenté par l'établissement adhérent est réputé tacitement validé.

Sur la base de l'état ainsi validé, chaque établissement adhérent gère directement avec le Titulaire les modalités de versement de cette remise, laquelle ne peut être versée que sous l'une ou l'autre des formes suivantes :

- Avoir,
- Titre de recette,
- Fourniture gracieuse de l'une ou l'autre des références objet du marché spécifique. L'attention du Titulaire est à ce titre attirée sur le fait que le versement de la remise dont bénéficie un établissement sous forme de produits, de prestations ou d'avantages non expressément prévus au

marché spécifique, c'est-à-dire non référencés au bordereau des prix unitaires dudit marché, est strictement interdit,

- Fourniture de produits innovants en lien avec l'objet du marché spécifique initial, à l'exclusion de toute proposition d'équipement, de solution informatique, ou de prestation de service, et à la condition que ces produits ne fassent pas déjà l'objet d'une concurrence à caractéristiques équivalentes.

Le choix de l'une ou l'autre de ces formes relève de la responsabilité de chaque Centre Hospitalier

7.2.3 REMISES EN UNITES GRATUITES

Le Titulaire applique, tout au long de l'exécution du marché spécifique, les remises en unité gratuites prévues, le cas échéant, par ce dernier.

Ces remises sont appliquées par le Titulaire selon l'exemple ci-dessous :

- Prix unitaire : 1,00 € HT
- Remise de 10% en unités gratuites
- Prix facturé : 1,00 € HT
- Prix de revient : 0,90 € HT

Cela signifie que pour 1000 unités commandées :

- 1000 unités sont livrées,
- 900 unités sont facturées à 1,00 € HT
- 100 unités sont facturées à 0,00 € HT.

7.2.4 AUTRES REMISES

Le Titulaire s'engage à appliquer à chaque établissement bénéficiaire les remises proposées dans son offre du marché spécifique et notamment :

- en cas de commandes via E.D.I (Echange de Données Informatisés) ;
- en cas de regroupement de commandes ;
- en fonction du montant de la commande (« panier moyen ») ;
- en fonction du respect des conditionnements fournisseurs ;

Le Titulaire s'engage également à respecter les taux d'escompte précisés dans son offre en cas de réduction du délai de paiement.

8. AVANCES

Une avance pourra être accordée dans les conditions prévues à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique, sauf en cas de renonciation au bénéfice de l'avance par le titulaire à l'acte d'engagement du marché spécifique.

Il ne sera accordé aucune avance supplémentaire.

Paiement de l'avance

Le versement d'une avance sera effectué si le montant minimum du bon de commande est supérieur à 50 000,00 € hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise, le montant de l'avance sera de 10% de la somme égale à 12 fois le montant de la commande, toutes taxes comprises, divisé par la durée d'exécution du bon de commande exprimée en mois.

Lorsque le titulaire n'est pas une petite ou moyenne entreprise, le montant de l'avance sera de 5%.

L'avance sera payée dans un délai maximum de 50 jours à partir de la date de notification du bon de commande.

Remboursement de l'avance

L'avance faisant l'objet d'un paiement unique, celle-ci sera récupérée en une seule fois.

Dans le cas d'une reconduction, la même procédure sera adoptée pour le versement et le remboursement de l'avance.

Les établissements bénéficiaires pourront faire le choix de modifier les présentes dispositions dans un sens favorable au titulaire. Cette modification sera actée par voie d'avenant opposable entre le membre bénéficiaire et le titulaire du marché.

L'établissement s'engage à en informer UniHA en lui transmettant l'avenant.

9. MODALITES DE REGLEMENTS

9.1 Délais de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 50 jours à compter de la date de réception de la facture ou, si la date de réception de la facture est antérieure à la date d'admission des produits, à compter de la date d'admission.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est celui du taux de la BCE en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différends sur les sommes dues au titulaire. Dans ce cas, cette suspension fera l'objet d'une notification au titulaire. Cette notification devra préciser les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global est ouvert : il est de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

Le délai de paiement peut être suspendu par le comptable assignataire, dans le cas où une notification ou une signification d'une cession ou d'un nantissement a été faite au comptable et où celui-ci ne dispose pas de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité du marché public en même temps que de l'ordonnance ou du mandat et des autres pièces justificatives, selon les modalités décrites ci-dessus. Le solde du délai global court à dater de la réception de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité par le comptable.

Il en va de même s'agissant du nantissement intervenu après le jugement d'ouverture de la procédure collective, qui ne peut être exécuté sans l'accord de l'administrateur judiciaire. Le courrier par lequel le comptable sollicite cet accord suspend le délai global de paiement et indique à l'administrateur le délai dans lequel il doit faire connaître sa réponse.

Le solde du délai global reprend à réception de la réponse de l'administrateur ou, à défaut, à l'expiration du délai prévu dans ce courrier.

Le paiement du contrat s'effectue grâce aux crédits inscrit à l'Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses (EPRD) de chaque établissement bénéficiaire.

Les modalités de règlement seront prises en accord avec le titulaire.

9.2 Factures


Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

1/ Facture électronique :

- ⚠ Conformément à l'article R2192-3 du Code de la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

2/ Dépôt de la facture électronique :

 La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro »).

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés,
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par l'adhérent.

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

Dans certains cas et en fonction de l'état d'avancement de la réflexion de chaque adhérent, celui-ci pourra demander une facturation sous une autre forme (ex : facturation mensuelle).

Toute facture correspondant à une livraison directe dans un service de soins sans accord préalable du ou des pharmacien(s) responsable(s) des approvisionnements, et ce quel qu'en soit le motif, sera rejetée.

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence de pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée au titulaire et le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception d'une facture correctement établie et communication des pièces manquantes.

Chapitre 4 - Exécution

10. MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES

10.1 Passation des marchés spécifiques

Les marchés spécifiques seront lancés par le CHU de Lille pour le compte du GCS UniHA et ses établissements bénéficiaires.

Tous les candidats admis dans la catégorie du SAD concernée par le marché spécifique, et seuls ces candidats, sont invités à présenter une offre au marché spécifique dans un délai minimal de 10 jours calendaires à compter de l'envoi de la lettre d'invitation à soumissionner via la plateforme PLACE.

Pendant toute la durée du SAD, les candidats admis sont invités à répondre, pour les catégories qui les concernent, autant que possible aux marchés spécifiques lancés par le CHU de Lille

Les candidats ne sont pas dans l'obligation de remettre une offre : dans ce cas, ils informeront le CHU de Lille du motif de leur non-réponse.

La consultation se déroule uniquement par voie électronique, via la plateforme PLACE.

Une fois notifié auprès du titulaire, le marché spécifique pourra être mis à disposition des membres du GCS UniHA identifiés dans celui-ci, dans les conditions fixées au présent CCAP, et le titulaire exécutera ses prestations directement auprès de ces derniers.

10.2 Objet du marché spécifique

Le marché spécifique a pour objet de définir précisément les fournitures objet du marché et les conditions d'exécution qui n'auraient pas été fixées dans le dossier de consultation du système d'acquisition dynamique, sans qu'il ne puisse toutefois déroger à ce dernier.

Il a notamment pour objet de préciser :

- Le ou les bénéficiaire(s) concerné(s) ;
- Les catégories concernées : le marché spécifique précisera les produits retenus dans la catégorie concernée ;
- Les fournitures visées en termes :
 - o Qualitatifs : description technique des fournitures objet du marché spécifique par catégorie

- Quantitatifs : quantités estimatives sans minimum et maximum par catégorie
- Le caractère mono ou multi-attributaire.

Les termes du marché spécifique ne pourront pas être en contradiction avec les termes du présent CCAP.

10.3 Forme des marchés spécifiques

Les « marchés spécifiques » sont entendus comme des « marchés spécifiques passés sur le fondement du SAD » conformément aux articles R.2162-37 à 51 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions des articles R.2162-37 et suivants du Code de la commande publique, les parties ne pourront apporter des modifications substantielles aux termes fixées dans le SAD lors de la passation des marchés fondés sur cet accord.

Les marchés spécifiques prennent la forme d'accords-cadres mono-attributaires ou multi-attributaires à bons de commande sans montant minimum et sans maximum mais avec une quantité estimative, non contractuelle, en application de l'article R.2162-42 du Code de la commande publique. La quantité estimative peut toutefois, en tant que de besoin, être exprimée en montant estimatif.

Ces accords-cadres sont régis par les articles R. 2162-1 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

11.0.1 MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

10.3.1.1 COMMANDE DE FOURNITURES

Les livraisons ne pourront intervenir qu'après notification des bons de commandes signés par le pharmacien gérant de l'établissement bénéficiaire ou les pharmaciens ayant reçu délégation de signature.

Les bons de commande font apparaître les informations suivantes :

- la quantité à livrer,
- la désignation de la fourniture
- Le numéro de référence du produit
- la date de livraison souhaitée,
- l'adresse et le lieu de livraison,
- le montant TTC du bon de commande,
- la référence de l'accord-cadre,
- le numéro de la commande,
- le prix net unitaire HT.

Le titulaire du marché spécifique devra exécuter l'ensemble des prestations qui lui seront commandées par chaque établissement bénéficiaire. Il devra informer systématiquement l'établissement coordonnateur et l'ensemble des établissements bénéficiaires en cas de difficulté de fourniture, même si celle-ci ne concerne qu'un établissement.

10.3.1.2 HORAIRES, LIEUX ET CONDITIONS DE LIVRAISON

Les caractéristiques liées à la livraison sont propres à chaque établissement bénéficiaire et seront listées pour chaque établissement bénéficiaire positionnés sur le marché spécifique. Si aucune exigence particulière n'est reprise dans le marché spécifique, les conditions de livraison sont réputées être celles présentées dans le marché spécifique.

Le titulaire, ou toute personne mandatée par lui pour les besoins de l'exécution des prestations, devra respecter les modalités d'accès et de sécurité propres à chaque établissement.

Le déchargement de la marchandise sera réalisé par le transporteur sous la responsabilité du titulaire. En effet, le titulaire est responsable du transporteur qu'il aura choisi et de toutes les avaries de livraison qui surviendraient du propre fait de ce dernier.

Conformément à l'article 19.3 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination de l'établissement bénéficiaire.

10.3.1.3. DELAI DE LIVRAISON

Le délai de livraison est celui indiqué dans chaque marché spécifique, tel qu'il a été fixé ou encadré par le CHU de Lille.

Le point de départ du délai d'exécution est celui de la date de notification du bon de commande.

En cas d'inachèvement des prestations à la date limite de validité du marché, le délai d'exécution des prestations expire à la date limite de validité du marché, à l'exception des bons de commande émis pendant la validité du marché.

10.3.1.4. DESADV

Il est souhaité la mise à disposition du DESADV (despatch advice – avis d'expédition) en anticipation de la livraison avec le numéro de lot et la péremption.

10.3.1.5. BORDEREAU DE LIVRAISON

Les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison indiquant :

- le nom du titulaire,
- la date de livraison,
- l'objet de la livraison (sur chaque colis, avec la quantité),
- la quantité à livrer, la quantité livrée par référence,
- la référence du bon de commande,
- le lieu de livraison,

- le numéro de lot ou de série, si possible,
- le nombre de colis et le poids de chacun d’eux.

10.4 Durée des marches spécifiques

Chaque marché spécifique est conclu pour une durée initiale de 12 mois à compter de sa notification, ou de la date spécifiée par celui-ci, renouvelable tacitement 3 fois maximum pour une durée supplémentaire de 12 mois

La durée maximale du marché spécifique est de 48 mois.

En cas de non-reconduction, l’établissement coordonnateur prendra une décision de non reconduction par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 1 mois avant la fin de la période en cours.

Le titulaire ne pourra ni s’opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

Par exception, le CHU de Lille peut retenir une durée moindre, sous réserve de l’avoir expressément spécifié dans le dossier de consultation du marché spécifique.

Aucun marché spécifique ne pourra être conclu après le terme du système d’acquisition dynamique. Un marché spécifique peut toutefois s’achever postérieurement au terme du système, sous réserve que ce dépassement demeure raisonnable et ne méconnaisse pas l’obligation d’une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée de validité du marché spécifique.

10.5 Pièces du marché spécifique

Les pièces du marché spécifique définies ci-après s’ajoutent au socle contractuel du SAD.

10.5.1 DOCUMENTS DE CONSULTATION POUR MARCHES SPECIFIQUES

Pour la passation de chaque marché spécifique, le(s) candidat(s) au SAD seront invités simultanément à remettre une offre sur la base des documents de consultation pour chacune des catégories qui les concerne.

Ces documents comprendront au minimum :

- La lettre de consultation mentionnant, entre autres, la date et heure limites, les modalités et adresse de remise des offres.
- Les documents propres à la consultation, à savoir :
 - Le cahier des clauses particulières valant acte d'engagement (CCPVAE) : descriptif technique des fournitures et conditions générales et / ou spécifiques des règles administratives, et son annexe :
 - 1. Catalogue des besoins,
 - 2. Quantification,
 - 3. Conditions particulières de livraison,
 - Le bordereau de prix unitaire, présenté au format .cmp
 - Le questionnaire propre au marché spécifique « prestations fournisseur »,
 - La liste des coordonnées des correspondants de matériovigilance.

10.5.2 DOSSIER A REMETTRE ET CONTENU DE L'OFFRE

Les candidats admis au SAD pourront présenter, pour chaque marché spécifique, une offre technique ainsi qu'une offre de prix la plus avantageuse possible pour chacune des fournitures concernées.

Les offres déposées, dans le cadre des marchés spécifiques, devront être conformes aux stipulations du SAD et aux documents propres au marché spécifique.

Les candidats remettront, au minimum :

- Le bordereau de prix dûment complété, daté et signé, et format .cry ainsi que dans une version PDF
- Les réponses au questionnaire « prestations fournisseur » du marché spécifique
- Tout autre document susceptible de démontrer la qualité des prestations attendues, tel qu'il est demandé dans le dossier de consultation du marché spécifique :
 - Mémoire technique
 - Fiche technique
 - Fiche de données de sécurité
- les caractéristiques logistiques complètes du produit livré :
 - modes de conditionnement et d'emballage pour les produits proposés,
 - nombre d'unités auquel ils correspondent (exemple : 1 palette = x cartons = y boîtes = z unités),
 - dimensions et poids de chacune des unités logistiques livrées : unité, boîte, carton, palette.
- Les spécimens ou iconographie prévus dans le marché spécifique le cas échéant : le candidat joint dans sa proposition le ou les spécimens demandés à l'appui le cas échéant des iconographies également exigées, dans les conditions suivantes :
 - **Iconographies** : Elles sont adressées au coordonnateur, et sont obligatoirement remises dans les mêmes délais que l'offre, au format dématérialisé au sein du pli électronique déposé sur PLACE. Les photos/iconographies permettent l'analyse de la présentation du produit et de son étiquetage dans les mêmes conditions que s'il s'agissait d'un spécimen. Ainsi, il est demandé au candidat de transmettre les bons à tirer du

conditionnement primaire et secondaire sur l'ensemble de ses faces. Le candidat doit également transmettre des photos des conditionnements primaires et secondaires tels que définis dans le CCTP. Il devra également fournir la notice associée au conditionnement secondaire. Ces éléments doivent être transmis en taille réelle. Dans le cas contraire, le candidat indiquera l'échelle de la représentation des différents éléments. L'ensemble des documents transmis devront être fidèles au produit ainsi il est demandé des représentations en couleur.

- **Spécimens :** Les spécimens sont adressés au coordonnateur, et sont obligatoirement remis dans les mêmes délais que l'offre. Ils font partie intégrante de l'offre. Le nombre de spécimens demandé est d'une unité par référence proposée. Les spécimens envoyés doivent permettre l'analyse technique des fournitures pour lesquelles le candidat soumissionne, notamment la présentation des produits et la qualité du conditionnement primaire et secondaire. Le colis contenant les spécimens doit indiquer l'intitulé de la consultation. Les spécimens doivent être réceptionnés à l'adresse ci-dessous, avant la date et heure limites de réception des offres :

Etablissement	Numéros de lot	Adresse de livraison des spécimens
CHU Lille Clarisse Cuaz- Pérolin Stéphane Sense	Tous les lots	CHU de Lille Pharmacie Centrale -- Quai A Magasin Dispositifs médicaux Rue Philippe Marache 59037 LILLE CEDEX Tel : 03 20 44 60 11

Chaque spécimen doit porter une étiquette inamovible indiquant le numéro de lot auquel il se rattache, le nom du candidat et la référence de la consultation.

Les spécimens peuvent être fournis non stériles.

Le CCPVAE complété pourra être remis uniquement au stade de l'attribution du marché spécifique, sauf mention contraire du marché spécifique.

10.5.3 ECHANTILLONS

Les échantillons sont destinés aux tests réalisés par les utilisateurs dans les établissements membres ou non du groupe collaborateur dans le cadre de l'évaluation des offres. Ils sont fournis stériles.

Pour les produits nécessitant la mise en place de tests, le coordonnateur adressera une demande écrite au candidat précisant les références des articles demandés, les quantités nécessaires, les coordonnées du ou des établissement(s) testeurs et la date limite de livraison. Le candidat s'engage à respecter les conditions mentionnées dans cette demande.

Les articles fournis comme échantillon ne sont ni repris, ni facturés par le candidat.

10.6 Obligations spécifiques liées au prix

Les prix seront exprimés exclusivement en euros HT et conformément aux dispositions du chapitre 2 du présent CCAP.

10.7 Modalités de remise des offres

Les modalités de remise des offres sont exclusivement électroniques et telles qu'indiquées par le CHU de Lille dans les documents de consultation du SAD et du marché spécifique.

10.8 Évaluation des offres des marches spécifiques

Les critères de sélection des offres et leur pondération pour chaque catégorie seront basés sur le tableau suivant :

Intitulé du critère	Pondération
Qualité technique et prestation du fournisseur	40 à 60 points
Prix	40 à 60 points

Le total de la pondération de tous les critères sera de 100%.

L'offre la mieux classée au regard de ces critères sera retenue. La lettre de consultation précisera les pondérations et éventuels sous-critères applicables, et indiquera le cas échéant les conditions particulières d'attribution du marché spécifique.

10.9 Notification

Le CHU de Lille procédera à la notification du marché spécifique au titulaire via la plateforme PLACE.

11.GESTION DES RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT

11.1 Obligation d'information

En cas de rupture d'approvisionnement du produit objet du marché spécifique, et quelle qu'en soit la cause (arrêt de commercialisation, fabrication, distribution, rupture de stocks, évolution de la réglementation, contingentement), le titulaire en informe par écrit le CHU de Lille, au(x) point(s) de contact(s) habituel(s) du Titulaire pour le suivi d'exécution du marché, sans délai.

Cette information doit comprendre, à minima :

- Les motifs de la rupture d'approvisionnement ;
- La durée prévisionnelle de rupture.

Le CHU de Lille apprécie les motifs présentés par le titulaire pour décider de la poursuite ou non de l'exécution du marché spécifique.

11.2 Rupture consécutive à une évolution de la réglementation ou à une décision d'une autorité administrative et sanitaire et non imputable au titulaire

11.2.1 PRODUIT DE SUBSTITUTION

Le CHU de Lille accepte la présentation d'un produit de substitution pour palier à cette rupture, à la condition que cette rupture relève d'un événement extérieur au marché que le titulaire ne pouvait raisonnablement pas prévoir au moment du dépôt de son offre.

Le titulaire propose alors un produit de substitution, accompagné de la fiche technique du produit. Le produit de substitution doit respecter les mêmes caractéristiques techniques que les produits retenus initialement au marché. Le prix du produit de remplacement palliant la rupture d'approvisionnement ne pourra être supérieur au prix du produit initialement retenu.

Toute opération de substitution de produit doit impérativement recueillir l'accord préalable du CHU de Lille. Cet accord préalable, daté et signé par l'établissement coordonnateur sera matérialisé par la signature de l'offre de substitution de produit, retournée au titulaire. En aucun cas, le titulaire ne pourra se prévaloir d'un simple accord oral pour la livraison de produits de substitution.

En cas de livraison d'un produit de substitution sans accord préalable du CHU de Lille, le produit sera rejeté et sera repris aux frais du titulaire, sans que les dispositions relatives aux opérations de vérification prévues au chapitre 5 ne s'appliquent.

11.2.2 RESILIATION

Dans l'hypothèse où aucun produit de substitution ne peut être proposé par le titulaire ou accepté par l'établissement coordonnateur, le marché spécifique peut être résilié pour motif d'intérêt général.

11.3 Rupture imputable au titulaire

11.3.1 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En cas de durée prévisionnelle de rupture inférieure à 6 mois imputable au titulaire, l'établissement coordonnateur peut refuser tout produit de substitution, y compris répondant aux critères définis à l'article 11.2.1, et chaque établissement bénéficiaire, après accord du CHU de Lille, peut alors exécuter le marché aux frais et risques du titulaire.

Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

En cas de carence entre la date d'émission du bon de commande et la reprise des livraisons par un tiers, chaque établissement adhérent est en droit d'appliquer les pénalités de retard prévues au présent CCAP.

11.3.2 RESILIATION

Dans l'hypothèse où la rupture est d'une durée supérieure à 6 mois, ou dans l'hypothèse où la rupture initialement réputée inférieure à 6 mois excède finalement une durée de 6 mois l'établissement coordonnateur peut résilier le marché spécifique pour faute du Titulaire, aux frais et risques du titulaire défaillant le cas échéant, après mise en demeure préalable d'un mois restée infructueuse.

La période ainsi couverte par l'exécution aux frais et risques du marché résilié s'achève à la date de notification d'un nouveau marché spécifique, ou à défaut d'un nouveau marché passé dans les règles du Code de la commande publique. Elle ne peut excéder 6 mois, à compter de la date de résiliation du marché.

12. CLAUSES DE REEXAMEN RELATIVES A LA MODIFICATION DES CONDITIONS DU MARCHE SPECIFIQUE EN COURS D'EXECUTION

En application des dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, des modifications au marché spécifique sont susceptibles d'être apportées dans les hypothèses ci-dessous.

12.1 Changement de Pouvoir Adjudicateur

Les fonctions de CHU de Lille du groupement de commande telles que rappelées au présent CCAP pourront, en cours d'exécution du marché, être transférées à un nouvel établissement, sur mandat de l'Assemblée générale de UniHA et dans le respect de la convention constitutive du GCS UniHA.

Le titulaire en sera informé par courrier dûment notifié, sans qu'il ne puisse s'y opposer.

Le présent SAD et les marchés spécifiques seront poursuivis avec le nouvel établissement coordonnateur sans que cela puisse donner lieu à un renchérissement ou un alourdissement

quelconque des obligations du Titulaire ou à une atteinte aux droits qui sont les siens au titre du présent marché.

12.2 Cession du marché

Conformément à l'article R.2194-6 du Code de la Commande publique, le titulaire du marché spécifique initial peut, à la suite d'une opération de restructuration, céder le marché à un nouveau titulaire.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession est subordonnée à l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- les justificatifs prouvant que le cessionnaire est satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- un Extrait K-BIS qui précise la forme, la dénomination sociale, l'adresse du siège social et l'identité des mandataires sociaux du cessionnaire ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

L'établissement coordonnateur se prononcera sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans tous les cas, le nouveau titulaire désigné respectera l'ensemble des engagements contractuels du titulaire initial, sans réserve aucune.

En cas d'agrément, la cession est constatée par avenant.

Chapitre 5 – Constatations de l'exécution des prestations

13. OPERATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérification des prestations sont effectuées par chaque établissement bénéficiaire et pour chaque bon de commande, dans les conditions prévues aux articles 22 et 25 du C.C.A.G-FCS.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples ou approfondies ont pour but de constater que les prestations exécutées ou produits livrés présentent les caractéristiques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées par le cahier des charges et l'offre technique du titulaire.

Elles sont effectuées dans les locaux de l'établissement bénéficiaire par les agents désignés à cet effet.

Par dérogation à l'article 22.3 du C.C.A.G-F.C.S, l'établissement bénéficiaire n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Néanmoins, le titulaire peut prendre contact avec l'établissement pour connaître les jours et heures fixés pour les vérifications afin d'y assister ou de s'y faire représenter.

14. VERIFICATIONS QUANTITATIVES SIMPLES

Ces opérations de vérification sont effectuées lors puis à la suite de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 23.1 du chapitre V du CCAG. Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, l'établissement bénéficiaire peut mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira. En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, le dit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

15. VERIFICATIONS QUALITATIVES SIMPLES

Ces opérations de vérification sont effectuées lors puis à la suite de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 23.1 du chapitre V du CCAG FCS. Elles consistent à vérifier la conformité des références listées sur le bon de commande et les références livrées.

Par dérogation à l'article 23.1 du chapitre V du CCAG FCS, en cas de livraison d'un produit de substitution sans accord préalable du pouvoir adjudicateur, le produit est systématiquement rejeté sans condition de délai.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande écrite de l'établissement bénéficiaire qui toutefois peut accepter les fournitures avec réfaction de prix.

16. DECISION

Chaque adhérent présente sa décision d'admission, d'ajournement, de rejet ou de réfaction dans les conditions du CCAG FCS, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date de livraison des produits.

Dans le silence de l'adhérent, l'admission est réputée acquise.

17. VERIFICATIONS QUALITATIVES APPROFONDIES

Par dérogation aux stipulations de l'article 16 ci-avant, les vérifications prévues à l'article 23.2 du CCAG FCS sont effectuées dans le délai maximum de 30 jours calendaires par dérogation à l'article 24 du CCAG-FCS, lorsque des vérifications qualitatives approfondies sont nécessaires.

Elles consistent à vérifier la conformité technique des produits notamment la qualité du produit qui peut être effectuée en laboratoire, le conditionnement et l'étiquetage du produit, sa durée de validité, etc.

La décision de procéder à des vérifications qualitatives approfondies relève de la seule compétence de l'adhérent.

18. CLAUSE DE REPRISE

Les reprises de stocks sur demande de l'établissement bénéficiaire sont à la charge de ce dernier lorsqu'elle ne fait pas suite à un défaut de conformité du produit.

En cas de retour pour défaut de conformité du produit lié à son étiquetage, à son adressage, sa durée de validité, à un événement lié à la pharmacovigilance, à un retrait de lot ou tout autre événement lié exclusivement aux produits, pour résiliation, l'ensemble des frais de retour des produits concernés, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes sont à la charge exclusive du titulaire du marché spécifique.

Si la reprise de stock pour défaut de conformité du produit nécessite la livraison d'un nouveau stock, cette opération est à la charge totale du titulaire de l'accord-cadre.

Si les produits sont destinés à la destruction, le titulaire du contrat pourra organiser cette destruction directement sur un site homologué local, à condition d'en assurer les frais de destruction et de transport.

La reprise de stock est valorisée par le truchement d'un avoir ou d'un titre de recette émis par l'adhérent,

19.ADMISSION ET TRANSFERT DE PROPRIETE

Le transfert de propriété du titulaire vers chaque établissement bénéficiaire est réalisé par l'admission des produits livrés, prononcée dans les conditions du présent CCAP, sous réserve des vices cachés.

20.GARANTIE DES FOURNITURES

Les fournitures sont garanties contre tout vice de fabrication, défaut de matière ou défaut de fonctionnement pendant le délai d'utilisation indiqué sur les emballages d'origine à compter du jour de la réception. Ce délai de garantie ne pourra être inférieur à celui fixé, le cas échéant, au CCTP du SAD du où dans chaque marché spécifique.

Ces garanties sont applicables dans les mêmes conditions aux fournitures de substitution ou de remplacement.

Chapitre 6 – Résiliation et pénalités

21. PENALITES

Toutes les pénalités prévues au présent SAD sont appliquées au titulaire de chaque marché spécifique sur simple constat, sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable. Il appartient au titulaire d'apporter le cas échéant la preuve de l'existence d'un événement exonératoire de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités.

Les pénalités décrites ci-dessous sont cumulables et nettes de taxes.

Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

21.1 Pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, le titulaire encourt une pénalité appréciée, par jour calendaire de retard, dans les conditions suivantes :

$$P = V * R / 1000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours calendaires de retard.

Une fois le montant des pénalités déterminé, elles sont, selon le souhait de l'adhérent :

- ➔ Soit déduites du montant de la facture des prestations sur la base desquelles la pénalité a été calculée,
- ➔ Soit récupérées à la suite de l'émission, par l'adhérent, d'un titre de recette.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération n'est accordée au titulaire.

Ces pénalités sont appliquées par chaque établissement bénéficiaire au titre de l'exécution de chaque marché spécifique.

21.2 Pénalités pour défaut des obligations relatives à la récupération des données

Dans le cas où le Titulaire ne respecte pas les dates de reporting prévues à l'article 5.2.2 du présent CCAP, une pénalité de retard de 200 euros par semaine de retard sera appliquée après mise en demeure préalable demeurée infructueuse. Une semaine s'entend du lundi au vendredi. Toute semaine entamée est due.

Ces pénalités sont appliquées par le GCS UniHA.

22.RESILIATION DU CONTRAT

22.1 Motifs de résiliation

Le pouvoir adjudicateur du marché spécifique peut mettre fin à l'exécution du contrat à tout moment, pour motif d'intérêt général ou suite à une faute du Titulaire dans les conditions prévues aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

La résiliation sera prononcée aux torts du titulaire, notamment :

- Dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG-FCS
- En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-8 et D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé ;
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique ;
- Si les services utilisateurs ou le laboratoire de contrôle d'une pharmacie décèlent une dégradation de la qualité des produits de nature à les rendre impropres à l'utilisation prévue au contrat ;
- En cas de rupture d'approvisionnement pour une cause imputable au titulaire, conformément aux dispositions du présent CCAP.

22.2 Indemnité de résiliation

La résiliation pour faute ou pour motif d'intérêt général n'ouvre droit à aucune indemnisation autre que le paiement des fournitures et prestations admises ou admissibles à la date de résiliation.

22.3 Résiliation en cas de liquidation judiciaire

En cas de procédure de liquidation judiciaire affectant le titulaire, le jugement instituant la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le CHU de Lille adresse au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée à l'encontre du titulaire concerné.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Chapitre 7 – Imprévision et circonstances imprévues

23. INCIDENCE D'UN EVENEMENT IMPREVISIBLE ET EXTERIEUR AUX PARTIES SUR LA POURSUITE DU CONTRAT

23.1 Obligation d'information

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire doit informer l'établissement coordonnateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet événement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet événement.

23.2 Modalités de poursuite du contrat

Les parties pourront convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution du contrat strictement nécessaires pour faire face à l'évènement imprévisible.

23.3 La suspension du contrat

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de l'évènement imprévisible, l'établissement coordonnateur peut décider de suspendre l'exécution du contrat sur décision écrite notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation au titre de cette suspension.

Dans ce cadre, un marché de substitution temporaire pour la même prestation, passé auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée nécessaire à la garantie de l'approvisionnement des établissements adhérents, dans les conditions réglementaires alors applicable le cas échéant.

Le marché de substitution ainsi conclu ne peut être exécuté aux frais et risques du titulaire.

La date arrêtée pour l'achèvement du marché de substitution est arrêtée d'un commun accord entre l'établissement coordonnateur et le titulaire du marché spécifique, dès que celui retrouve sa pleine capacité à exécuter le marché.

23.4 Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du contrat

Le titulaire du marché pourra formuler une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution du contrat s'il produit des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat du fait de la poursuite de l'exécution du contrat dans les conditions de l'offre initiale malgré les éventuelles modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

A ce titre, il devra notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte aux établissements bénéficiaires.

L'établissement coordonnateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur. Le titulaire du marché spécifique sera alors redevable de la poursuite de l'exécution de celui-ci aux conditions initialement arrêtées.

Le cas échéant, l'indemnisation prendra la forme d'une modification provisoire des prix du marché, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans tant qu'aucun accord n'est intervenu entre le titulaire du marché spécifique et l'établissement coordonnateur
- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

Chapitre 8 - Dérogations au CCAG-FCS

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services de 2009 :

Article du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
4.1	Pièces constitutives du marché public
3.7	Emission bon de commande
5.2	Protection des données
14.1	Pénalités
14.1.3	Absence d'exonération à l'application des pénalités
33	La résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas droit à indemnisation